



Charte éthi*Q*ualité



SOMMAIRE

1. Introduction

P 6

- 1.1. Message de la Direction
- 1.2. Pourquoi une Charte ÉthiQualité
- 1.3. Rôle des Collaborateurs
- 1.4. Les principes et valeurs d'Arkopharma
- 1.5. Complémentarité avec la Charte relative au respect de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement

2. Règles de conformité sur le lieu de travail

P 11

- 2.1. Respect des personnes
- 2.2. Confidentialité des données personnelles et respect de la vie privée
- 2.3. Préservation de l'image
- 2.4. Prévention des conflits d'intérêts
- 2.5. Utilisation des ressources d'Arkopharma

3. Règles de conformité dans la conduite des affaires

P 26

- 3.1. Confidentialité et protection des informations sensibles
- 3.2. Respect de la libre concurrence
- 3.3. Lutte contre les paiements illicites, la corruption, et le trafic d'influence
- 3.4. Commerce international, respect des embargos et restrictions à l'export
- 3.5. Sécurité dans les relations avec les Fournisseurs, Prestataires de services et Clients
- 3.6. Transparence et intégrité dans les relations avec les autorités publiques

4. Règles de conformité en tant que Groupe citoyen

P 45

- 4.1. Participation à la vie politique et associative et lobbying
- 4.2. Activités de bienfaisance, philanthropie d'entreprise et sponsoring

5. Traitement des préoccupations et des suspicions de violations de la Charte

P 48

- 5.1. Les Correspondants Conformité
- 5.2. Les Référénts COMEX
- 5.3. Le Référént Conformité
- 5.4. Le Comité de Conformité
- 5.5. Le traitement des incidents de Conformité

6. Principales conséquences du non-respect de la Charte

P 52

- 6.1. Pour les Fournisseurs, Prestataires de services et Clients
- 6.2. Pour Arkopharma
- 6.3. Pour les Collaborateurs
- 6.4. Pour les actionnaires d'Arkopharma

DÉFINITIONS

Arkopharma :

Apharma TopCo et l'ensemble des entités dans lesquelles Apharma TopCo détient, directement ou indirectement, plus de 50% du capital social.

Client :

Acheteur de biens et/ou services proposés par Arkopharma ou un prospect.

Collaborateur :

Toute personne physique membre du personnel d'Arkopharma.

Comité de Conformité :

Comité composé de membres en charge de l'organisation, du déploiement, du suivi et du contrôle de l'application de la Charte.

Correspondants Conformité :

Équipe de Collaborateurs ayant pour mission de relayer les principes de la Charte au sein d'Arkopharma, de répondre aux éventuelles questions des Collaborateurs et d'en référer au Référent Conformité et/ou aux Référents COMEX (voir liste en Annexe).

Dirigeant :

Tout mandataire social de l'une des entités d'Arkopharma, qu'il soit gérant, président, directeur général, président directeur général ou membre d'un conseil d'administration.

Direction de la Conformité :

Équipe composée des Correspondants Conformité, des Référents COMEX et du Référent Conformité ayant pour mission d'identifier, évaluer, et contrôler le risque de non-conformité pour Arkopharma, défini comme le risque de sanction judiciaire, administrative, de perte financière significative, ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions de droit pénal des affaires, de dispositions propres aux activités pharmaceutiques, de normes professionnelles et déontologiques, ou des principes éthiques énoncés dans la présente Charte.

Direction Juridique :

Équipe de Collaborateurs ayant pour mission de sécuriser l'ensemble du volet juridique d'Arkopharma (sur un périmètre national et international), et impliqués en matière contractuelle (rédaction, négociation et suivi des différents contrats), en droit des sociétés (gestion et suivi de la vie sociale), en droit des

marques/brevets, en droit des assurances (gestion et suivi des polices), en droit immobilier (baux commerciaux, opérations corporate diverses), dans le cadre des précontentieux et contentieux éventuels.

Direction des Ressources Humaines :

Équipe de Collaborateurs ayant pour mission d'assurer la gestion des emplois, des contrats de travail, des carrières, de la paie et de la formation de tous les Collaborateurs.

Fournisseur :

Toute personne physique ou morale qui fournit des biens à Arkopharma.

Manager :

Employé en charge de la gestion et de la direction d'une équipe d'Arkopharma.

Prestataire de services :

Toute personne physique ou morale qui fournit des services à Arkopharma, y compris les consultants.

Professionnel de santé :

Le terme de Professionnel de santé regroupe tous les métiers relatifs à la délivrance de soins. Ce terme fait référence aux professions médicales (médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes, etc.) et aux professions paramédicales (kinésithérapeutes, infirmiers, orthophonistes, podologues, etc.). Ces professions sont réglementées par le Code de la Santé Publique. Les Professionnels de santé œuvrent conjointement et en équipe pour dispenser des soins et traiter les patients ainsi qu'au maintien ou à l'amélioration de la santé des malades, blessés ou handicapés.

Référents COMEX :

Directeurs de Pôle chargés de veiller à la bonne compréhension et au respect des principes de la Charte (voir liste en Annexe).

Référent Conformité :

Manager chargé de mettre en œuvre les principes et règles éthiques d'Arkopharma dans les limites définies dans la présente Charte.

Tiers :

Toute personne ou entité extérieure à Arkopharma.

1.

INTRODUCTION

1.1. Message de la Direction

1.2. Pourquoi une Charte ÉthiQualité

1.3. Rôle des Collaborateurs

1.4. Les principes et valeurs d'Arkopharma

1.5. Complémentarité avec la Charte relative au Respect de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement



1.1. Message de la Direction

Avec l'Audace et le Respect, la Créativité, l'Humain et l'Excellence sont les valeurs «ARCHE» d'Arkopharma.

Arkopharma attache donc une importance capitale au respect des lois, réglementations et principes éthiques qui régissent ses activités partout dans le monde. **La promotion d'une culture d'éthique et de conformité est au cœur des priorités d'Arkopharma** qui a souhaité formaliser son engagement **au travers de la présente Charte.**

La **quête d'excellence** d'Arkopharma doit nécessairement s'assortir d'un **engagement à agir avec intégrité**. Assurer la conformité et agir de manière éthique font partie intégrante du travail quotidien des Collaborateurs.

Dans un monde en perpétuelle évolution, les décisions que nous prenons tous au quotidien peuvent fortement impacter la réputation d'Arkopharma. Il nous appartient donc de veiller à tout moment à ce que nos initiatives et actions soient réalisées dans **le respect des lois et réglementations applicables**, mais également des **bonnes pratiques, règles et principes éthiques** auxquels Arkopharma adhère.

Nous vous remercions de **lire cette Charte avec soin** et de la consulter à chaque fois que vous avez le moindre doute sur une activité réalisée au nom d'Arkopharma. Maintenir l'intégrité d'Arkopharma est indispensable au socle sur lequel se construit notre futur. Il s'agit d'une responsabilité que nous partageons tous.

Sincèrement,

La Direction d'Arkopharma

1.2. Pourquoi une Charte ÉthiQualité

Cette Charte ÉthiQualité (ci-après, la «**Charte**») établit les règles et les procédures qui permettront de guider les Collaborateurs dans l'accomplissement de leurs tâches et activités quotidiennes et de s'assurer que les valeurs, les engagements légaux, réglementaires et éthiques d'Arkopharma sont respectés.

Cette Charte a été élaborée pour expliciter clairement les règles qui s'imposent à l'ensemble des Collaborateurs afin qu'ils puissent agir et prendre des décisions responsables dans le cadre de leurs fonctions et tâches quotidiennes.

Cette Charte n'a pas pour but de se substituer aux lois et réglementations en vigueur mais d'éclairer et guider chacun des Collaborateurs sur les règles et pratiques éthiques.

Au-delà du seul respect des lois, cette Charte doit pouvoir aider chacun à faire preuve de discernement et à suivre les comportements éthiques appropriés et attendus, reflet de l'engagement d'Arkopharma à agir avec intégrité. Cette Charte peut occasionnellement différer des textes et règlements des pays dans lesquels Arkopharma est actif. Dans cette hypothèse, les principes éthiques contenus dans cette Charte s'appliqueront, afin de maintenir la cohérence des engagements pris par la Direction Générale d'Arkopharma et des valeurs qu'Arkopharma porte.

1.3. Rôle des Collaborateurs

Cette Charte s'applique à tous les Collaborateurs dans tous les pays où Arkopharma est présent, dans le respect des normes internationales et des législations et réglementations applicables localement. L'implication de tous dans le **respect de ces principes éthiques** permettra à Arkopharma de mieux réaliser sa mission, de garantir son image et sa réputation, et de poursuivre son développement en toute sécurité.

L'ensemble des Collaborateurs doit prendre connaissance de cette Charte, la lire avec attention, et **s'engager à la respecter dans le cadre de ses activités quotidiennes**. Chacun doit être en mesure d'anticiper les risques de conformité liés à sa fonction et ses responsabilités.

Les Collaborateurs doivent s'interroger sur l'attitude à adopter dans les situations critiques ou délicates qu'ils peuvent être amenés à rencontrer dans le cadre de leurs activités professionnelles.

A ce titre, les Collaborateurs doivent notamment se demander :

- si les lois et règlements en vigueur sont respectés ;
- si les procédures internes sont mises en œuvre ;
- si les principes éthiques sont suivis ;
- quand il est nécessaire de consulter sa hiérarchie en cas de suspicion de violation de la Charte.

Les Managers et Dirigeants doivent en outre s'assurer que les décisions et arbitrages qu'ils prennent sont conformes aux dispositions de la Charte. Ils doivent de surcroît développer la culture de l'éthique et de la conformité au sein des équipes dont ils ont la charge, et promouvoir le respect des principes et règles édictés par la Charte. Enfin, les Managers et Dirigeants doivent encourager une communication directe et transparente sur les éventuelles questions éthiques, même complexes, que les Collaborateurs pourraient être amenés à se poser.

Arkopharma fournira une formation appropriée pour assurer la familiarisation de chacun des Collaborateurs aux principes d'éthique et de conformité contenus dans cette Charte.

A la suite de ces séances de formation, les Collaborateurs qui auraient besoin d'éclaircissements sont encouragés à poser des questions à leurs Correspondants Conformité.

La Charte décrit ci-après (voir section 5, «Traitement des préoccupations et des suspicions de violations de la Charte») **les relais et procédures d'alerte permettant d'obtenir conseil sur son contenu et de traiter toute suspicion de violation de ses dispositions.**

En règle générale, la première démarche d'un Collaborateur face à une question de conformité ou une suspicion de violation est de faire part de cette préoccupation à son supérieur hiérarchique. S'il pense que cela n'est pas souhaitable, il peut également contacter son Correspondant Conformité, la Direction Juridique, la Direction de la Conformité et/ou la Direction des Ressources Humaines.

Aucune sanction ne sera appliquée à l'égard d'un Collaborateur ayant fait part d'une suspicion à son Manager à condition que celui-ci ait agi de bonne foi, sans intention de nuire, même si les faits faisant l'objet de la suspicion s'avéraient inexacts ou ne donnaient lieu à aucune suite.

Les politiques d'Arkopharma, y compris celles décrites dans cette Charte s'appliquent à l'ensemble des Collaborateurs.

1.4. Les principes et valeurs d'Arkopharma

La Charte s'appuie sur les valeurs d'Arkopharma déclinées dans sa «Charte des Valeurs» :

L'audace La créativité

L'humain

Le respect

L'excellence

Arkopharma réaffirme son attachement à ces valeurs fortes partagées par l'ensemble des Collaborateurs.

Les Clients et actionnaires d'Arkopharma sont en droit d'attendre qu'Arkopharma et ses Collaborateurs adhèrent aux plus hauts standards d'éthique et de conformité. Arkopharma s'engage à respecter toutes les lois et réglementations applicables dans tous les pays dans lesquels Arkopharma a une activité. Arkopharma n'aura aucune tolérance pour tout comportement illégal ou non éthique.

1.5. Complémentarité avec la Charte relative au Respect de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement

Cette Charte s'inscrit dans l'effort déployé par Arkopharma en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises («RSE»).

Les autres politiques et chartes RSE mises en place par Arkopharma sont décrites dans le Manuel Qualité Arkopharma (4000000004) - notamment le Processus Hygiène Sécurité Environnement (9000000008) et le Processus Qualité (9000000007) - et viennent donc à ce titre compléter la présente Charte.

2.

RÈGLES DE CONFORMITÉ SUR LE LIEU DE TRAVAIL

2.1. Respect des personnes

2.2. Confidentialité des données personnelles et respect de la vie privée

2.3. Préservation de l'image

2.4. Prévention des conflits d'intérêts

2.5. Utilisation des ressources d'Arkopharma

2.1. Respect des personnes

● Arkopharma s'engage à ce que sa politique en matière de recrutement soit fondée sur le **respect des Collaborateurs** et la **diversité**, afin de favoriser un **esprit collaboratif indispensable** à la réussite d'une entreprise responsable.

● Arkopharma garantit **l'égalité des chances** et accorde à chacun de ses Collaborateurs un **traitement équitable et respectueux**.

● **Arkopharma assure une gestion des carrières identique à l'ensemble de ses Collaborateurs, et prohibe toute forme de discrimination fondée sur :**

- L'âge
- L'origine
- L'appartenance ou non à une ethnie
- L'appartenance ou non à une nation
- L'appartenance ou non à une race
- L'appartenance ou non à une religion déterminée
- Les caractéristiques génétiques
- Le sexe
- L'identité sexuelle
- L'orientation sexuelle
- L'état de santé
- La grossesse
- Le handicap
- La situation familiale
- Le patronyme
- Les activités syndicales
- Les mœurs
- Les opinions politiques
- Le lieu de résidence

● **Certaines différences de traitement sont tout de même admises**, lorsque celles-ci sont fondées sur la compétence ou l'expérience, reposent sur des critères objectifs et pertinents, et répondent à une exigence professionnelle essentielle et déterminante, **pour autant que l'objectif poursuivi soit légitime et l'exigence proportionnée**.

● **Arkopharma s'engage à prévenir et sanctionner sévèrement toute atteinte à la dignité de l'individu, et notamment tout fait de harcèlement moral ou sexuel.**

● Arkopharma veille à ce que ses Collaborateurs entretiennent des rapports bienveillants et courtois avec leurs collègues, afin de favoriser un environnement de travail agréable pour tous.



RAPPEL À LA LOI

L'article L.1132-1 du Code du travail dispose qu'aucune personne ne peut être écartée d'une procédure de recrutement ou de l'accès à un stage ou à une période de formation en entreprise, qu'aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, directe ou indirecte, notamment en matière de rémunération, de mesures d'intéressement ou de distribution d'actions, de formation, de reclassement, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat en raison de son origine, de son sexe, de ses mœurs, de son orientation ou identité sexuelle, de son âge, de sa situation de famille ou de sa grossesse, de ses caractéristiques génétiques, de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de ses convictions religieuses, de son apparence physique, de son nom de famille, de son lieu de résidence ou en raison de son état de santé ou de son handicap.

L'article 225-2 du Code pénal précise que les discriminations opérées entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de



leurs mœurs, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, sont punies de 3 ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende lorsqu'elles consistent à subordonner une offre d'emploi, une demande de stage ou une période de formation en entreprise à une condition fondée sur l'un des éléments visés à l'article 225-1 ou prévue à l'article 225-1-1, ou à refuser d'accepter une personne à un stage.

L'article 222-33-2 du Code pénal dispose que le fait de harceler autrui par des propos ou comportements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel est puni de 2 ans d'emprisonnement et de 30.000 euros d'amende.

1. Adoptez un comportement respectueux et bienveillant, et évitez toute forme de harcèlement ou de discrimination à l'égard des autres Collaborateurs, des Fournisseurs, Prestataires de services, Clients, et de tout Tiers dans le cadre de vos relations professionnelles.

2. Informez la Direction des Ressources Humaines de tout comportement susceptible d'être qualifié de harcèlement ou de discrimination.



QUESTIONS / RÉPONSES

Dans le cadre de la sélection d'un candidat destiné à remplacer un Collaborateur parti en retraite, mon Manager m'a implicitement demandé d'éviter de recruter une personne handicapée présumée moins performante qu'une personne non handicapée.

Dois-je tenir compte de cette demande implicite ?

Arkopharma condamne toute forme de discrimination que ce soit dans la sélection des candidats ou dans l'exercice même du travail. La sélection d'un candidat doit impérativement être faite sur des critères objectifs au vu de ses compétences et de son mérite. Il est donc formellement interdit de tenir compte de telles considérations. Vous ne devez pas hésiter à parler de cette demande à la Direction des Ressources Humaines dont vous dépendez, ou à la Direction de la Conformité.

2.2. Confidentialité des données personnelles et respect de la vie privée

● Arkopharma attache la plus grande importance à la **protection des données à caractère personnel** de ses **Collaborateurs, Clients, Prestataires de services, Fournisseurs, Professionnels de santé**, conformément aux lois applicables, ainsi qu'au **respect de la vie privée**.

● Les données à caractère personnel désignent tout élément qui permet d'identifier une personne, directement ou non, que celle-ci soit identifiée ou simplement identifiable, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres, et notamment :

- nom, prénoms
- email
- adresse
- numéro de téléphone
- date de naissance
- photographie
- numéro de sécurité sociale
- numéro de carte de paiement
- empreinte digitale
- données biométriques
- ADN
- plaque d'immatriculation de véhicule

● **Arkopharma s'engage à ne collecter, utiliser, stocker ou diffuser des données personnelles que dans des buts précis et légitimes.**

En cas de conservation de telles données personnelles, **Arkopharma assure la sécurité de ces données**. Une fois qu'Arkopharma n'en a plus besoin, ces données personnelles sont détruites conformément aux délais et règles localement applicables.

● Arkopharma s'assure à tout moment que les personnes pour lesquelles des données personnelles sont collectées soient informées du type de données collectées, de l'utilisation qui en est faite, et du moyen de contacter Arkopharma pour faire valoir leurs droits.

● Les personnes dont les données sont collectées et/ou traitées, en ce compris les Collaborateurs, conservent **un droit individuel de contrôle**, d'accès et de **rectification sur la collecte**, le **traitement**, l'**utilisation**, la **diffusion** et le **stockage de leurs données personnelles**.

- Les Collaborateurs sont tenus de demander l'autorisation de la Direction Juridique avant de transférer des données personnelles hors du pays dans lequel elles ont été collectées.

- La confidentialité des données personnelles est également encadrée par la Charte Informatique de l'UES Arkopharma. Les Laboratoires Arkopharma ont par ailleurs désigné un Correspondant Informatique et Libertés pour garantir la conformité de Laboratoires Arkopharma à la loi «Informatique et Liberté».

- Arkopharma ne peut s'immiscer dans la vie privée de ses Collaborateurs ou violer le secret de leurs correspondances ou dossiers personnels.

- Les travaux effectués par les Collaborateurs sur les horaires de travail et dans le cadre de leurs missions professionnelles sont présumés professionnels.



RAPPEL À LA LOI

En France, le traitement des données personnelles est régi par la **loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite «Informatique et Liberté»**, qui a été refondue par la loi du 6 août 2004.

Les données personnelles ne peuvent être traitées (notamment par toute création, enregistrement de dossier ou envoi d'email contenant de telles données), collectées et conservées par un organisme ou une entreprise qu'aux conditions suivantes :

1. la personne ou le service qui est responsable de ces opérations a effectué au préalable une déclaration à la CNIL, qui doit être validée par l'attribution d'un numéro d'enregistrement ; toutefois l'article 42 et suivants du décret du 20 octobre 2005 dispose que par exception, les traitements pour lesquels le responsable a désigné un correspondant à la protection des données à caractère personnel sont dispensés de ces formalités de déclaration ;
2. les données sont traitées dans un but précis et légitime, et ne peuvent être conservées au-delà de la durée nécessaire au but recherché ;
3. le responsable du fichier ou du traitement de données personnelles doit informer les personnes concernées du but de ce traitement, de l'identité des destinataires de ces informations, et de leurs droits d'opposition, d'accès, de rectification ou de référencement.

La collecte de certaines données personnelles, dites sensibles (informations relatives aux origines raciales ou ethniques d'une personne, à sa santé ou à ses opinions), est interdite.



Seuls les fichiers d'Etat peuvent y déroger (fichiers tenus par des administrations publiques : police, gendarmerie, renseignement, administrations fiscale etc.), à certaines conditions.

Les **articles 226-16 et suivants du Code pénal** précisent que le non-respect de ces règles est punissable de 5 ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende.

L'**article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme** et l'**article 9 du Code civil** assurent à toute personne le respect de sa vie privée, lequel recouvre le droit au secret des correspondances.

L'**article L 1121-1 du Code du travail** précise que, dans le cadre des relations de travail, ce droit peut subir des restrictions, mais uniquement si elles sont nécessaires et proportionnées au but poursuivi. En application de ces textes, les emails et dossiers des salariés situés sur leurs ordinateurs de travail ne peuvent être ouverts et lus par leur employeur s'ils sont marqués «privé», «perso» ou «confidentiel».

Les **articles 226-1 et 226-15 du Code pénal** précisent que la violation de la vie privée ou du secret des correspondances sont passibles de peines d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

1. Lors de la collecte des données, assurez-vous que celle-ci est faite dans le respect de la législation applicable et que la personne concernée a été correctement informée du type de donnée collectée, de ses droits d'accès et de rectifications à ces données, et du contact Arkopharma dédié pour faire valoir ses droits.
2. Avant tout transfert de données hors du pays où elles ont été collectées, contactez la Direction Juridique.
3. Arkopharma garantit à chaque Collaborateur le respect de sa vie privée, le secret de ses correspondances et de ses dossiers personnels.

QUESTIONS / RÉPONSES

*Un ami proche, qui travaille dans une entreprise de services, vous demande si vous pouvez lui transmettre les coordonnées professionnelles de certains Managers d'Arkopharma afin de leur proposer une offre de service.
Comment devez-vous procéder ?*

Il est interdit à tout Collaborateur de communiquer ces adresses, même professionnelles, dès lors que les personnes concernées n'y ont pas consenti. Dans le cas où le service proposé par votre ami présenterait un intérêt réel pour Arkopharma, il conviendrait donc de proposer son contact directement aux personnes concernées, en faisant part également à la Direction Juridique de votre lien d'amitié avec le Prestataire de services, afin de vous assurer de ne pas enfreindre les principes éthiques et règles applicables relatifs aux conflits d'intérêts.

*Un Collaborateur sur le départ en vacances vous demande à la dernière minute les adresses de certains Collaborateurs «pour leur envoyer une carte postale lors de mon séjour en Martinique», adresses dont vous disposez en votre qualité de chargé de ressources humaines.
Pouvez-vous les lui transmettre, et si oui selon quelle procédure ?*

Les données personnelles des Collaborateurs sont strictement confidentielles. Il est donc interdit de les transmettre à quiconque, même au sein d'Arkopharma. Il vous appartient donc de rappeler à ce Collaborateur que vous avez interdiction de lui transmettre ces adresses, mais qu'il peut bien entendu les leur demander directement s'il souhaite leur envoyer une carte postale.

2.3. Préservation de l'image

- Arkopharma rappelle que la préservation de son image et de sa réputation est un enjeu capital pour son développement, et exige que chacun de ses Collaborateurs soit conscient de sa responsabilité à ce titre et se conforme aux principes qui suivent.
- La communication externe des Collaborateurs est réputée être faite à titre privé, sauf dans les cas où ils sont officiellement habilités à communiquer au nom d'Arkopharma.
- Chaque Collaborateur veille à adopter une **communication responsable**, quel qu'en soit le média, et tout particulièrement via les réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn, Twitter, YouTube, Flickr, Tumblr, etc.), afin d'éviter de nuire à l'image et à la réputation d'Arkopharma.
- Les propos tenus publiquement par tout Collaborateur ne doivent en aucun cas être insultants, injurieux, indignes ou irrespectueux à l'égard de quiconque, et ne doivent pas avoir un caractère politique, religieux, sexuel ou raciste.
- Dans le cas où il constate une communication inappropriée de l'un de ses collègues, **tout Collaborateur doit signaler cette situation à la Direction de la Conformité.**
- **Seuls les départements et personnes dûment habilités, ayant reçu une formation spécifique dans le domaine de la communication, sont autorisés à communiquer de manière officielle au nom d'Arkopharma, sur ses produits, activités, pratiques, Clients, et ce dans le cadre de la politique de communication d'Arkopharma.**



1. Faites une utilisation responsable de l'ensemble des moyens de communication auxquels vous avez accès.
2. Evitez systématiquement de rapporter sur les réseaux sociaux des faits ayant un lien avec votre travail ou celui d'autres Collaborateurs.
3. N'agissez pas comme porte-parole d'Arkopharma sans y avoir été officiellement invité ou autorisé.

QUESTIONS / RÉPONSES

Pour célébrer sa promotion hiérarchique chez Arkopharma, l'un de vos collègues vous invite, avec quelques autres Collaborateurs, à fêter cela dignement dans un débit de boisson, loin des locaux où vous travaillez habituellement.

Le lendemain, vous constatez que l'un de vos collègues présent la veille a posté sur son compte Facebook certaines photos peu glorieuses, qui suscitent de nombreux commentaires.

Pouvez-vous vous contenter d'ignorer ces photos qui ont été prises en dehors de votre lieu de travail, et qui ne concernent pas directement l'image d'Arkopharma ?

Dans la mesure où ces photos pourraient susciter des commentaires mentionnant Arkopharma (ce qui est le cas dès lors que vous apparaissez aux côtés de vos collègues de travail) de manière péjorative, ou simplement triviale, ou inadaptée, il vous est vivement recommandé de demander à votre collègue de retirer ces photos de son compte Facebook. En cas de refus, ou de doute, consultez la Direction de la Conformité.

2.4. Prévention des conflits d'intérêts

- Arkopharma tient à ce que ses **Collaborateurs fassent constamment preuve** d'un **jugement objectif**, impartial et équitable, et que l'intérêt d'Arkopharma passe avant tout autre intérêt personnel dans la gestion de leurs relations d'affaires ou, plus globalement, de travail.
- Un **conflit d'intérêts** est caractérisé dès lors qu'un Collaborateur est confronté à une situation dans laquelle ses **intérêts personnels**, ou ceux de ses proches (famille ou amis), **entrent en contradiction ou en concurrence** avec les **intérêts d'Arkopharma**.
- Les Collaborateurs veillent à ne pas se servir de leur position professionnelle chez Arkopharma pour obtenir des avantages personnels, qu'ils soient directs ou indirects.
- Afin d'éviter toute apparence de conflit d'intérêts, les Collaborateurs ont l'obligation d'informer leur Manager et la Direction Juridique de toute relation qu'ils entretiendraient avec un Fournisseur, Prestataire de services, Client, candidat à un appel d'offre, ou concurrent d'Arkopharma.
- Les Collaborateurs ne doivent jamais accepter d'un Fournisseur, Prestataire de services, Client ou de tout Tiers des cadeaux ou avantages dépassant les limites acceptables localement, comme développé dans la section «Lutte contre les paiements illicites, la corruption, et le trafic d'influence» de cette Charte.
- Arkopharma reconnaît le droit pour ses Collaborateurs à exercer à titre personnel une activité associative ou une activité de soutien ou de manifestation politique. Dans ce cas, afin d'éviter tout conflit d'intérêts, chaque Collaborateur doit veiller à respecter les principes éthiques énoncés dans la section «Participation à la vie politique et associative et lobbying» de cette Charte.



À RETENIR

1. Il y a conflit d'intérêts lorsqu'un Collaborateur est confronté à une situation dans laquelle ses intérêts personnels entrent en contradiction avec ceux d'Arkopharma.
2. Veillez à éviter toute situation dans lesquels vos intérêts personnels ou ceux de vos proches risquent d'entrer en conflit.
3. Signalez les risques de conflits d'intérêts dont vous avez connaissance à votre Manager et à la Direction Juridique.

QUESTIONS / RÉPONSES

Votre conjointe, qui travaille comme commerciale dans une entreprise de traduction, vous demande de présenter ses services à Arkopharma, afin qu'elle puisse lui démontrer la compétitivité et l'efficacité des services de son entreprise (la meilleure sur le marché), et peut-être ainsi augmenter singulièrement le volume de ses commissions.

Pouvez-vous accéder à sa demande ?

Les situations de conflits d'intérêts n'interdisent pas systématiquement les relations d'affaires entre l'un de vos proches et Arkopharma. Si vous avez de bonnes raisons de penser que l'entreprise de traduction de votre conjointe présente un bon rapport qualité/prix, vous pouvez présenter son contact au Collaborateur en charge de ces types de prestations, à condition de préciser votre lien à ce Collaborateur, et en vous gardant bien d'interférer d'une quelconque manière dans cette relation d'affaires.

2.5. Utilisation des ressources d'Arkopharma

- Les moyens mis à disposition des Collaborateurs ou qui leurs sont confiés, qu'il s'agisse de biens matériels, de données couvertes par la propriété intellectuelle, ou de logiciels, **sont les actifs permettant à Arkopharma d'assurer son développement économique, et donc sa pérennité.**
- A ce titre, chaque Collaborateur doit prendre soin des actifs mis à sa disposition par Arkopharma, veiller à les protéger et à en préserver l'intégrité.
- De manière générale, **chaque Collaborateur doit éviter toute utilisation des biens et ressources d'Arkopharma à des fins personnelles.**
- Arkopharma accepte toutefois, à **titre exceptionnel**, une telle **utilisation à des fins personnelles** pour les **ordinateurs de travail** et la **messagerie électronique** mis à la disposition des Collaborateurs, **dans la mesure où ces usages restent limités**, respectent les principes édictés dans la Charte Informatique de l'UES Arkopharma, **ne nuisent pas au travail du Collaborateur, et ne portent pas atteinte à l'image et aux intérêts d'Arkopharma.**
- **Chaque Collaborateur a l'obligation de signaler toute utilisation inappropriée ou irrégulière de biens et ressources d'Arkopharma à la Direction Juridique.**
- Les Collaborateurs doivent faire preuve de la plus **grande prudence** lorsqu'ils engagent les ressources financières d'Arkopharma ou lorsqu'ils prennent des engagements financiers en son nom dans le cadre de leurs activités professionnelles.
- Arkopharma s'engage, par ailleurs, à mettre en place des **procédures internes** lui permettant de **détecter** et **prévenir** toute **détérioration** ou **détournement de ses actifs.**



RAPPEL À LA LOI

L'article 314-1 du Code pénal définit l'abus de confiance comme le fait par une personne de détourner, au préjudice d'autrui, des fonds, des valeurs ou un bien quelconque qui lui ont été remis et qu'elle a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage déterminé. L'infraction d'abus de confiance est donc constituée lorsqu'une personne, à qui (i) une chose (ii) a été remise temporairement, (iii) va finalement la détourner en la conservant, la détruisant ou la transmettant à un tiers.

L'article L.241-3 du Code de commerce définit l'abus de bien social comme le fait, pour des dirigeants, de faire, de mauvaise foi, des biens ou du crédit de la société un usage qu'ils savent contraire à l'intérêt de celle-ci, à des fins personnelles ou pour favoriser une autre société ou entreprise dans laquelle ils sont intéressés directement ou indirectement. L'infraction d'abus de biens sociaux est donc constituée (i) lorsqu'un di-



rigeant (ii) fait un usage des biens ou du crédit de la société contraire à son intérêt social, (iii) de mauvaise foi et dans un but personnel.

Les articles 314-1 du Code pénal et L.241-3 du Code de commerce disposent que les peines encourues pour une personne physique auteur de l'abus de confiance ou de l'abus de bien social sont un emprisonnement de 3 ans et une amende de 375.000 euros. Les articles 314-12 du Code pénal et L.249-1 du Code de commerce disposent que l'amende maximale encourue par une personne morale auteur ou complice d'un abus de confiance ou d'un abus de biens sociaux s'élève à 1.875.000 euros.



À RETENIR

1. Veillez à prendre soin des actifs mis à votre disposition par Arkopharma.
2. Chaque Collaborateur doit s'interdire toute utilisation des biens et ressources de l'entreprise à des fins personnelles.
3. Chaque Collaborateur a l'obligation de signaler toute utilisation inappropriée ou irrégulière de biens et ressources d'Arkopharma à la Direction Juridique.

QUESTIONS / RÉPONSES

Un(e) ami(e) vous demande si vous pouvez utiliser l'imprimante mise à votre disposition par Arkopharma, afin de faire une dizaine de copies de son dossier de candidature à une formation continue.

Pouvez-vous accéder à sa demande, quitte à utiliser vos propres feuilles de papier ?

La photocopieuse, comme les biens meubles et tous autres actifs mis à disposition par Arkopharma sont destinés exclusivement à un usage professionnel, dans l'intérêt d'Arkopharma. Il n'est donc pas admissible de profiter de ces moyens pour d'autres raisons, même pour aider un proche ou un ami, et même en dehors de vos heures de travail.



3.

RÈGLES DE CONFORMITÉ DANS LA CONDUITE DES AFFAIRES

3.1. Confidentialité et protection des informations sensibles

3.2. Respect de la libre concurrence

3.3. Lutte contre les paiements illicites, la corruption, et le trafic d'influence

3.4. Commerce international, respect des embargos et restrictions à l'export

3.5. Sécurité dans les relations avec les Fournisseurs, Prestataires de services et Clients

3.6. Transparence et intégrité dans les relations avec les autorités publiques

3.1. Confidentialité et protection des informations sensibles

• Les informations sensibles d'Arkopharma doivent impérativement être protégées.

• Une information sensible est une information qui n'est pas publique. Plus spécifiquement, toute information qui a une valeur commerciale ou stratégique pour Arkopharma, et dont la divulgation peut être dommageable, est confidentielle, quelle qu'en soit la forme.

Sont ainsi qualifiées d'informations sensibles et confidentielles, les informations portant notamment sur :

- les résultats financiers ;
- les projets d'investissement ;
- les résultats d'études ;
- les analyses en matière de propriété intellectuelle ;
- les contrats conclus par Arkopharma ;
- les litiges et contentieux en cours ;
- les accords signés avec des Tiers ;
- les informations présentées comme telles par les Managers et Dirigeants.

• L'avantage compétitif d'Arkopharma repose sur la préservation de la confidentialité de ses affaires.

• Au sein d'Arkopharma, les Collaborateurs doivent faire preuve d'une **grande prudence lors de la diffusion d'informations**, y compris dans le cadre de relations d'affaires déjà établies.

• Lors de **déplacements à l'extérieur** d'Arkopharma (notamment lors de déplacements d'affaires), une **vigilance** toute particulière s'impose afin de **ne pas divulguer d'informations confidentielles par inadvertance**.

• Arkopharma préserve également la confidentialité des informations sensibles qui lui sont transmises par les Fournisseurs, les Prestataires de services, les Clients ainsi que les Tiers. Arkopharma s'engage à protéger ces informations au même titre que les siennes et à ne les utiliser que dans le cadre des besoins pour lesquels celles-ci lui ont été confiées.

• En cas de doute sur la sensibilité d'une information, la Direction Juridique doit être contactée.



À RETENIR

1. Abstenez-vous de divulguer, pour quelque raison que ce soit, les informations confidentielles d'Arkopharma, telles que définies dans la présente Charte.
2. Votre vigilance doit être particulièrement accrue lorsque vous êtes en déplacement ou lorsque vous vous trouvez dans un lieu public.
3. Les informations sensibles des Fournisseurs, Prestataires de services, Clients ainsi que des Tiers doivent également être protégées.

QUESTIONS / RÉPONSES

Vous êtes en charge du service marketing et vous recevez un appel de la part d'une personne se présentant comme l'intermédiaire d'un Client très intéressé par un produit dont il demande la date de mise sur le marché.

Que lui répondez-vous ?

Demandez à cette personne ses coordonnées en lui indiquant que vous transmettez sa demande au service compétent qui le recontactera ultérieurement. Informez ensuite rapidement la Direction Juridique de cette demande.



3.2. Respect de la libre concurrence

- Arkopharma s'engage à **respecter la libre concurrence**, ainsi qu'à faire preuve de **loyauté** et d'**intégrité** dans ses relations commerciales. Arkopharma prend les mesures nécessaires afin de ne pas conclure d'ententes commerciales susceptibles de fausser, éliminer ou décourager la concurrence, ou de procurer des avantages concurrentiels indus.
- **Chaque Collaborateur doit, partout dans le monde, respecter la libre concurrence et toutes les lois et réglementations applicables en la matière.**
- Les infractions au droit de la concurrence peuvent prendre la forme d'accords et d'échanges illicites avec des concurrents (accords horizontaux) ou avec des Fournisseurs, Prestataires de services et des Clients (accords verticaux), portant notamment sur les prix, les conditions de vente, les caractéristiques des produits et marchés. Elles peuvent également prendre la forme de pratiques discriminatoires ou de boycott de Fournisseurs.
- **De manière générale, ces sujets ne doivent jamais être évoqués avec des concurrents, notamment lors de réunions associatives ou de rassemblements d'industriels, même si ces réunions sont organisées à des fins légitimes et utiles.**
- **Chaque Collaborateur doit ainsi être particulièrement vigilant lors de rencontres avec d'autres Professionnels de santé, et plus particulièrement dans le cadre d'échanges sur des problèmes et des intérêts communs.**



RAPPEL À LA LOI

Les **articles L.420-1 et L.420-2 du Code de commerce** prohibent les pratiques anti-concurrentielles, c'est-à-dire celles qui «ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché».

Il s'agit notamment, dans le cadre des relations avec les concurrents (accords horizontaux) ou avec les fournisseurs et les clients (accords verticaux) :

- d'ententes illicites pouvant consister en :
 - une répartition des marchés, des clients ou des sources d'approvisionnement entre concurrents ;
 - une limitation de l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;
 - un accord sur la fixation des prix à la hausse ou à la baisse ;
 - l'échange d'informations sensibles ;
 - une limitation ou un contrôle de la production, des débouchés, des investissements ou du progrès technique.
- d'abus de position dominante ou de dépendance économique pouvant consister en :
 - refus de vente, ventes liées, conditions de ventes discriminatoires ;
 - ruptures de relations commerciales établies lorsque le partenaire refuse de se soumettre à des conditions commerciales injustifiées.



Le fait, pour toute personne physique de prendre frauduleusement une part personnelle et déterminante dans la conception, l'organisation ou la mise en œuvre d'une de ces pratiques est un délit pénal. Ce délit est donc constitué lorsque (i) l'existence d'une pratique anti-concurrentielle a été démontrée, (ii) à laquelle une personne a pris une part personnelle, frauduleuse et déterminante.

L'**article L.464-2 du Code de commerce** dispose que les personnes morales, qui sont des entreprises, encourrent une amende maximum de 10% du chiffre d'affaires mondial hors taxes le plus élevé réalisé au cours d'un des exercices clos depuis l'exercice précédant celui au cours duquel les pratiques ont été mises en œuvre.

L'**article L.420-6 du Code de commerce** dispose que les personnes physiques encourrent une peine d'emprisonnement de 4 ans et une amende de 75.000 euros.

Le tribunal peut également ordonner que sa décision soit publiée intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désigne aux frais du condamné.



À RETENIR

1. La libre concurrence est garantie par des dispositions législatives et réglementaires dont la violation peut être sanctionnée par des peines d'amendes et d'emprisonnement. Veillez à ce qu'aucun de vos actes ne soit susceptible de violer ces règles.
2. Faites preuve d'une vigilance accrue dans le cadre de vos relations avec des concurrents ainsi qu'avec des Fournisseurs, Prestataires de services et Clients.

QUESTIONS / RÉPONSES

Vous participez à une conférence internationale à laquelle participent également des entreprises concurrentes. A cette occasion, vous apprenez que l'un de vos concurrents participe à une même vente par appel d'offre de produits à des clients professionnels.

Pouvez-vous discuter avec lui de cet appel d'offre ?

Il est interdit d'échanger avec ce concurrent au sujet de cet appel d'offre. En effet, des informations sensibles, notamment sur les prix de vente, risqueraient d'être échangées.

Or, une coordination sur les prix entre concurrents, afin d'éviter une chute des prix par exemple, constitue une pratique anti-concurrentielle.



3.3. Lutte contre les paiements illicites, la corruption, et le trafic d'influence

• Arkopharma ne tolère aucune forme de corruption ou de trafic d'influence et s'engage fermement à lutter contre ces pratiques.

• Tout Collaborateur a l'interdiction d'accepter ou de proposer, directement ou indirectement, tout avantage indu dans le cadre de ses fonctions, prenant la forme notamment de versements illicites d'argent, et/ou de fournitures de cadeaux, de services ou de tout autre objet de valeur (voir section «Sécurité dans les relations avec les Fournisseurs, Prestataires de services et Clients» de cette Charte).

• Les Collaborateurs qui violeraient les règles anti-corruption s'exposent, ainsi qu'Arkopharma, à des sanctions civiles et pénales, auxquelles s'ajoutent d'importantes retombées négatives pour Arkopharma sur le plan commercial, notamment en termes de réputation.

• L'octroi ou l'acceptation de cadeaux sont dès lors soumis à un certain nombre de conditions. Les Collaborateurs sont ainsi autorisés à accepter :

- les **cadeaux promotionnels** et **rabais offerts** par les sociétés de transport, les hôtels, les agences de location de voitures ou les restaurants, **uniquement s'il s'agit d'avantages offerts à tous les voyageurs**, dans le cadre de programmes de fidélité par exemple ;
- les **cadeaux de valeur négligeable**, par exemple des cadeaux publicitaires ou des produits Arkopharma destinés à l'usage personnel des Collaborateurs ;
- avec l'**autorisation préalable du Correspondant Conformité** duquel ils dépendent, des **invitations à un repas d'affaires** ou à un **spectacle**, si le **coût est raisonnable et** qu'il s'agit d'une pratique commerciale habituelle de l'offrant.

• Les Collaborateurs peuvent également offrir les cadeaux listés ci-dessous à des Fournisseurs, Prestataires de services et Clients, à la condition que ces cadeaux n'aient pas pour but de les influencer dans le cadre de relations d'affaires :

- les **cadeaux de valeur négligeable**, par exemple les cadeaux publicitaires d'Arkopharma distribués dans le cadre de ses pratiques commerciales habituelles ;
- avec l'**autorisation préalable de la Direction Juridique**, des **invitations à un repas d'affaires** ou à un **spectacle**, si le **coût est raisonnable et** qu'il s'agit d'une pratique commerciale habituelle d'Arkopharma.

• Dès lors que le destinataire du cadeau exerce lui-même une fonction publique ou a un lien de parenté avec une personne exerçant une fonction publique, c'est-à-dire qui est dépositaire de l'autorité publique (fonctionnaires, officiers publics et ministériels, etc.), ou chargée d'une mission de service public (administrateurs et mandataires judiciaires, membres d'établissements publics, d'autorités administratives et de commissions chargées d'émettre des avis, etc.), **ou encore investie d'un mandat électif** (parlementaires et élus locaux), l'**autorisation préalable de sa Direction Juridique est impérativement requise**, quelle que soit la valeur de l'avantage consenti.

• Chaque Collaborateur doit indiquer avec précision tous les cadeaux et avantages reçus et offerts, accompagnés de leur facture, dans un registre des cadeaux tenu par la Direction Juridique.

• La Direction Juridique doit être consultée avant le recrutement de tout individu ayant un lien de parenté avec une personne exerçant une fonction publique.

• Dans le cadre de relations commerciales avec des Fournisseurs, Prestataires de services et Clients, il convient d'être particulièrement vigilant aux critères suivants :

- la réputation du Fournisseur, Prestataire de services, Client dans son pays d'origine ;
- le contenu des contrats ;
- les modalités de paiement des commissions dans le cadre d'accords avec des intermédiaires ;
- les détails des prestations effectuées qui figurent sur les factures ;
- le prix du marché des honoraires facturés pour des prestations équivalentes.

• Arkopharma doit également rendre publique l'existence de l'ensemble des conventions conclues avec les Professionnels de santé, et de tout avantage d'un montant supérieur à 10 euros versé aux Professionnels de santé.

• En principe, il est interdit aux Professionnels de santé de recevoir des avantages en nature ou en espèces, sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte, de la part d'Arkopharma.

Il est en outre interdit à Arkopharma de proposer ou de procurer de tels avantages, sauf exceptions :

- dans le cadre de conventions ayant pour objet explicite et but réel des activités de recherche ou d'évaluations scientifiques ;
- dans le cadre de conventions dites d'hospitalité lors de manifestations de promotion ou lors de manifestations à caractère exclusivement professionnel et scientifique.



RAPPEL À LA LOI

• Au niveau national

Les **articles 433-1 et 432-11** (corruption d'agents publics français), les **articles 435-1 et 435-3** (corruption d'agents publics étrangers), les **articles 435-7 et 435-9** (corruption du personnel judiciaire) et l'**article 445-1** (corruption d'une personne privée) du **Code pénal** prohibent la corruption sous deux formes :

- la corruption active : quand un avantage indu est proposé en vue d'obtenir d'un agent public ou privé qu'il accomplisse un acte de sa fonction ou facilité par elle ;
- la corruption passive : quand un agent, public ou privé, sollicite ou accepte un avantage indu pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction ou facilité par elle.

En cas de violation, les peines encourues pour une personne physique sont un emprisonnement de 10 ans et une amende de 1.000.000 euros, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction, ainsi que des peines complémentaires. La peine encourue pour une personne morale est une amende de 5.000.000 euros, ainsi que des peines complémentaires.

Les **articles 433-2 et 432-11** (trafic d'influence d'agents publics français), les **articles 435-2 et 435-4** (trafic d'influence d'agents publics étrangers), les **articles 435-8 et 435-10** (trafic d'influence du personnel judiciaire) du **Code pénal** définissent le trafic d'influence actif et passif comme le fait de proposer ou de céder à une personne qui sollicite sans droit, directement ou indirectement, des avantages quelconques, pour elle-même ou pour autrui, pour abuser de son influence en vue de faire obtenir d'une autorité une

décision favorable.

En cas de violation, les peines encourues pour une personne physique sont un emprisonnement de 5 ans et une amende de 500.000 euros, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction, ainsi que des peines complémentaires. La peine encourue pour une personne morale est une amende de 2.500.000 euros, ainsi que des peines complémentaires.

L'**article L.1453-1 du Code de la santé publique**, créé par la loi Bertrand (réglementation «transparence» ou «Sunshine Act»), impose aux Professionnels de santé et industriels du monde de la santé (fabricants de cosmétiques et de médicaments), de rendre publique l'existence de l'ensemble des conventions conclues, ou avantages, d'un montant supérieur à 10 euros, versés aux différents acteurs du monde de la santé. En cas de manquement à cette obligation de déclaration, l'**article L. 1454-3 du Code la santé publique** prévoit une amende de 45.000 euros et, en application de l'**article L. 1454-4 du Code de la santé publique**, les personnes physiques encourrent des peines complémentaires telles que la diffusion de la décision de condamnation, l'interdiction d'exercer une fonction publique ou une profession commerciale, ou encore l'interdiction de fabriquer, conditionner, importer les produits pour une durée de 5 ans.

Enfin, l'**article L. 4113-6 du Code de la santé publique** (loi DMOS ou loi «anti-cadeaux») interdit aux Professionnels de santé de recevoir des avantages en nature ou en espèces, sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte, de la part d'industriels du monde de la santé, et elle interdit à ces industriels, de proposer ou procurer de tels avantages.

• Au niveau international

L'**U.S. Foreign Corrupt Practices Act de 1977 («FCPA»)**, ainsi que le **U.K. Bribery Act de 2010 («UKBA»)** ont une portée extraterritoriale. L'acte de corruption d'un agent public étranger, partout dans le monde, est donc susceptible d'être réprimé par les régulateurs américains et anglais dès lors qu'un lien de rattachement, même minime, avec leur territoire est établi (nationalité du cocontractant, utilisation du US dollar, cotation sur le marché boursier, etc.).

Les **paragraphes 78dd-1, 78dd-2, 78dd-3, 78m et 78ff du Titre 15 du United States Code (pour le FCPA)** et les **Sections 1,2 et 6 de l'UKBA** répriment le fait de payer, promettre de payer ou autoriser le paiement d'une somme d'argent ou de toute chose de valeur à un représentant officiel d'un gouvernement étranger afin d'influencer ses actes ou décisions dans le but de commencer ou de préserver une relation d'affaires. Les pratiques comptables de dissimulation des actes de corruption sont également prohibées.

En outre, la **Section 7 de l'UKBA** prévoit la possibilité d'engager la responsabilité pénale de la personne morale en cas de manquement par l'entreprise en matière de prévention de la corruption, dès lors que celle-ci a une activité, même partielle, au Royaume-Uni ou est partenaire d'entreprises soumises à l'UKBA.

Au titre du FCPA, les peines encourues par les personnes physiques pour chaque violation des règles anti-corruption sont un emprisonnement de 5 ans et une amende de 250.000



US dollars. La peine encourue par les personnes morales est une amende de 2.000.000 US dollars. En cas de violation des règles comptables, les peines encourues par les personnes physiques sont un emprisonnement de 20 ans et une amende de 5.000.000 US dollars et, pour les personnes morales, une amende de 25.000.000 US dollars.

Sur le plan civil, en cas de violation des règles anti-corruption, l'amende est de 16.000 US dollars par infraction. En cas de violation des règles comptables, l'amende est équivalente au produit tiré de l'infraction limitée entre 7.500 et 150.000 US dollars pour les personnes physiques, et entre 75.000 et 725.000 US dollars pour les personnes morales.

Au titre du UKBA, les peines encourues par les personnes physiques sont un emprisonnement de 10 ans et une amende sans plafond.

La peine encourue par les personnes morales est une amende sans plafond.

Des peines complémentaires indirectes telles que l'exclusion des procédures de marchés publics, la perte de financements publics, la révocation des privilèges à l'exportation, etc. peuvent également être prononcées.



À RETENIR

1. Vous ne devez pas accepter ou offrir des avantages indus dans le but d'obtenir des privilèges commerciaux.
2. L'octroi ou l'acceptation de cadeaux est autorisé sous certaines conditions, définies dans la présente Charte.
3. L'octroi ou l'acceptation de tout avantage en dehors du cadre décrit dans la présente Charte doit être préalablement approuvé par la Direction Juridique.
4. Le non-respect de la réglementation anti-corruption vous expose, ainsi qu'Arkopharma, à de lourdes sanctions civiles et pénales.

QUESTIONS / RÉPONSES

Alors que le processus de recrutement des stagiaires d'Arkopharma est clos pour cette année, un fonctionnaire avec lequel vous êtes en contact vous demande de prendre son fils en stage.

Que faites-vous ?

Si vous acceptez, vous faites courir des risques à Arkopharma et à vous-même. Une telle faveur pourrait en effet être considérée comme étant un avantage indu susceptible de constituer un acte de corruption.



3.4. Commerce international, respect des embargos et restrictions à l'export

• Arkopharma rappelle son attachement au respect des lois, réglementations, boycotts, embargos et autres formes de restrictions commerciales édictées notamment par les Nations Unies, l'Union Européenne et les Etats-Unis.

• Arkopharma met en place des **procédures spécifiques** de manière à **éviter toute infraction à ces règles**.

• Les Collaborateurs impliqués dans les opérations de commerce international sont régulièrement tenus informés des évolutions de ces réglementations, qu'ils ont l'obligation de respecter.

• Les principaux pays actuellement visés par des mesures d'embargo ou de restrictions à l'exportation et/ou l'importation sont les suivants :

- | | |
|--------------------------------|---------------------------------------|
| • l'Afghanistan | • la République démocratique du Congo |
| • la Biélorussie | • la Russie, |
| • la Birmanie/Myanmar | • la Somalie |
| • la Corée du Nord | • le Soudan |
| • l'Erythrée | • la Syrie, |
| • l'Irak | • l'Ukraine |
| • l'Iran | • le Yémen |
| • la Lybie | • la Guinée |
| • le Liberia | • le Zimbabwe |
| • le Liban | |
| • la République centrafricaine | |

• Avant d'entrer en négociations commerciales avec des Fournisseurs, Prestataires de services ou Clients ayant un lien quelconque avec l'un de ces pays, les Collaborateurs en réfèrent à leur Direction Juridique afin de s'assurer de la légalité des opérations envisagées (importation, exportation, services financiers) au regard des mesures de restriction et embargo applicables.

• Arkopharma et l'ensemble de ses Collaborateurs s'engagent par ailleurs à fournir aux services de douanes qui les leur demanderaient des informations exactes et exhaustives relatives aux importations et exportations d'Arkopharma dans les meilleurs délais.



RAPPEL À LA LOI

Les instances internationales (Organisation des Nations Unies, Union Européenne) comme les Etats (au premier rang desquels les Etats-Unis, la Russie, ou la Chine) appuient de plus en plus leurs politiques étrangères sur l'adoption de mesures d'embargo, nommées «sanctions économiques», à l'encontre d'un Etat ou de certaines personnes listées.

Les sanctions économiques peuvent ainsi restreindre ou interdire le commerce de certains produits et services (y compris produits chimiques, matières biologiques, équipements, produits finis, technologies), interdire tout paiement au bénéfice de certaines entités ou personnes listées (par exemple mesures prises contre l'Iran, la Libye, l'Egypte, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, la Syrie).

Les sanctions économiques prises par ces entités évoluent constamment au gré des relations internationales, et exigent une veille permanente de la Direction Juridique d'Arkopharma.

L'article 459 du Code des douanes dispose que les peines maximales encourues pour une personne physique en infraction aux mesures d'embargo décidées par l'Union Européenne par une société sont une peine d'emprisonnement de 5 ans et une amende du double de la somme sur laquelle a porté l'infraction ou la tentative d'infraction.



sionnement de 5 ans et une amende du double de la somme sur laquelle a porté l'infraction ou la tentative d'infraction.

Le **paragraphe 3575 du Titre 18 du United States Code (18 U.S.C. 3571)** et le Trading With The Enemy Act prévoient que le non-respect de mesures d'embargo décidées par les Etats Unis est passible de sanctions civiles (amendes civiles de 250.000 US dollars ou deux fois la valeur de la transaction par violation) et pénales (amendes de 10.000.000 US dollars et/ou 30 ans de prison par violation). Ces sanctions (civiles ou pénales) sont prononcées par l'Office of Foreign Assets Control, qui est l'organe administratif rattaché au US Department of the Treasury, en charge de l'application des sanctions économiques décidées par les Etats Unis. Elles s'appliquent non seulement aux entreprises, mais aussi aux personnes physiques impliquées dans la commission de l'infraction.



À RETENIR

1. Signalez au plus vite à votre Direction Juridique toute opération qui pourrait avoir un lien avec un des pays soumis à embargo.
2. En cas de doute sur la régularité d'une opération à l'étranger au regard des mesures d'embargo et autres restrictions commerciales, consultez votre Direction Juridique.
3. Coopérez avec les services de douanes.

QUESTIONS / RÉPONSES

Dans le cadre d'un appel d'offre organisé par Arkopharma, vous découvrez qu'une société en lice, immatriculée en Chine, compte parmi ses actionnaires une société immatriculée en Russie. Après une rapide vérification, vous relevez que cette société n'est pas visée par les règles européennes anti-embargo décidées contre la Russie.

Pouvez-vous poursuivre la procédure d'appel d'offre avec cette société ?

Non. Dès lors qu'il apparaît que la société répondant à l'appel d'offre pourrait avoir un lien, même indirect, avec la Russie, qui fait actuellement l'objet de mesures d'embargo, vous devez obtenir l'autorisation de votre Direction Juridique avant de pouvoir poursuivre la relation avec cette société.

Si les mesures prises par l'Union Européenne ne vous semblent pas empêcher cette relation, il se peut que les mesures prises par les Etats-Unis (ou par d'autres Etats ou instances internationales) l'interdisent formellement, faisant ainsi courir un risque de sanctions civiles et pénales extrêmement lourdes à Arkopharma et à vous-même.

3.5. Sécurité dans les relations avec les Fournisseurs, Prestataires de services et Clients

● Arkopharma n'entretient de relations commerciales qu'avec des Fournisseurs, Prestataires de services et Clients qui respectent les normes éthiques les plus élevées dans toutes leurs activités.

● Les Collaborateurs doivent **faire preuve d'une grande vigilance** avant d'entrer dans des relations commerciales avec un Fournisseur, Prestataire de services ou un Client.

● Arkopharma rappelle systématiquement à ses Fournisseurs, Prestataires de services et Clients l'existence de la Charte afin qu'ils y adhèrent et la respectent.

● Arkopharma agit de manière éthique, professionnelle et responsable dans les rapports d'affaires avec ses Fournisseurs, Prestataires de services et Clients, et respecte scrupuleusement ses engagements éthiques.

● Arkopharma s'engage à traiter objectivement et équitablement ses Fournisseurs, Prestataires de services et Clients à l'occasion des procédures d'appel d'offres. **Tout favoritisme ou discrimination, sous quelque forme que ce soit, est interdit** (voir section «**Lutte contre les paiements illicites, la corruption, et le trafic d'influence**» de cette Charte).

● Arkopharma est **extrêmement vigilant en matière de blanchiment d'argent** dans le cadre de ses relations avec ses Fournisseurs, Prestataires de services et Clients.

● Arkopharma présente, dans ses opérations de promotion et de communication, des informations complètes et fidèles à la réalité.



RAPPEL À LA LOI

L'article 324-1 du Code pénal définit le blanchiment d'argent comme tout acte ayant pour but d'intégrer le produit d'une infraction dans le circuit financier légal. Il peut prendre deux formes :

- la justification mensongère de l'origine des biens ou des revenus ;
- le blanchiment portant directement sur le produit de l'infraction, par son placement, sa dissimulation ou sa conversion.

Le blanchiment suppose ainsi :

- qu'un crime ou un délit ait été commis initialement ;
- que l'auteur de l'infraction ait eu conscience de l'origine frauduleuse des fonds et décidé de participer à leur blanchiment.

Plus spécifiquement, la justification de l'origine peut avoir été facilitée «par tout moyen».

Concernant la deuxième forme de blanchiment :

- le fait de concourir à une opération de placement vise le simple conseil financier ;
- la dissimulation est la manœuvre qui



va permettre de masquer la réalité de l'opération afin d'en effacer les traces ;

- la conversion est l'action de changer une chose en une autre.

Les articles 324-1 et suivants du Code pénal disposent que les peines maximales encourues pour une personne physique auteur de blanchiment d'argent sont un emprisonnement de 5 ans et une amende de 375.000 euros, qui peut être élevée jusqu'à la moitié de la valeur des biens ou des fonds sur lesquels ont porté les opérations de blanchiment.

Les mêmes articles disposent que les peines encourues pour les personnes morales sont une amende de 1.875.000 euros, ou de 3.750.000 euros en cas de circonstances aggravantes, ainsi que les peines complémentaires listées à l'article 131-39 du Code pénal.

1. Arkopharma attache la plus grande importance à ce que ses Fournisseurs, Prestataires de services et Clients se comportent de manière éthique et respectent la Charte.
2. Arkopharma s'engage à respecter les plus hautes normes éthiques et à lutter contre le blanchiment d'argent.
3. Veillez à ce que les informations présentées aux Tiers soient complètes et fidèles.

QUESTIONS / RÉPONSES

Vous souhaitez vous engager avec un prestataire de services d'entretien qui propose des offres attractives à ses nouveaux clients. Cependant, en étudiant la réputation de cette société, vous apprenez qu'elle ne respecte pas la réglementation locale relative aux conditions de travail.

Que faites-vous ?

Vous ne pouvez pas entrer dans des relations commerciales avec ce prestataire. Un tel engagement violerait les principes de cette Charte. Vous pouvez expliquer à votre Prestataire de services qu'il doit se conformer aux réglementations en vigueur pour qu'Arkopharma puisse collaborer avec lui. En outre, vous devez l'informer de l'existence de la Charte.

Lors de la négociation d'un contrat avec une société implantée en Ukraine portant sur la distribution de produits dans ce même pays et d'autres pays de la Communauté des Etats Indépendants, cette dernière demande que la facturation soit établie à l'ordre d'une tierce partie, récemment immatriculée en Suisse.

Que faites-vous ?

Si vous acceptez d'établir une facture à l'ordre d'une tierce partie sans pour autant conduire les diligences appropriées, vous faites courir un risque à Arkopharma et à vous-même. Un tel procédé - non justifié à première vue par des raisons commerciales - doit éveiller une suspicion de risque de blanchiment et faire l'objet d'une déclaration auprès du Correspondant Conformité duquel vous dépendez.

3.6. Transparence et intégrité dans les relations avec les autorités publiques

- Arkopharma agit de manière loyale, éthique et professionnelle dans ses relations avec les autorités publiques.
- Arkopharma fournit aux autorités compétentes des informations précises, exactes et complètes relatives à son activité.
- Les Collaborateurs doivent notamment coopérer avec les autorités publiques dans le cadre de requêtes ou enquêtes diligentées par les autorités publiques.
- Chaque Collaborateur doit rapporter à la Direction Juridique toute irrégularité affectant un document d'Arkopharma.
- Arkopharma respecte également les procédures de signalement relatives à la sécurité des produits.
- Conformément à la législation en matière de corruption (voir section « **Lutte contre les paiements illicites, la corruption, et le trafic d'influence** » de cette Charte), **aucun paiement de facilitation, ni aucun avantage quelconque ne peut être fait, directement ou indirectement, à un agent public, pour influencer la manière dont il exerce son activité.**





À RETENIR

1. Arkopharma et ses Collaborateurs coopèrent de manière professionnelle et loyale avec les autorités publiques, notamment dans le cadre de requêtes spécifiques de celles-ci ou d'enquêtes internes.
2. Rapportez toute irrégularité, relative à un document et/ou certaines informations, à la Direction Juridique.

QUESTIONS / RÉPONSES

Vous recevez une demande de communication d'informations de la part d'une autorité publique. Au moment d'envoyer les documents en question, vous constatez que certains d'entre eux sont entachés d'irrégularités.

Que faites-vous ?

En principe, une collaboration loyale et éthique avec les autorités publiques implique la fourniture de tous les documents demandés et une transparence totale. Dès lors, vous ne pouvez en aucun cas délibérément vous abstenir de communiquer, voire détruire un document. Vous devez communiquer ce document quel que soit son contenu ou sa forme. En cas de doute sur la régularité d'un document, il convient d'en référer au préalable à la Direction Juridique.



4.

RÈGLES DE CONFORMITÉ EN TANT QUE GROUPE CITOYEN

**4.1. Participation à la vie politique et associative
et lobbying**

**4.2. Activités de bienfaisance, philanthropie
d'entreprise et sponsoring**

4.1. Participation à la vie politique et associative et lobbying

- **Arkopharma soutient l'engagement de ses Collaborateurs dans des activités politiques et/ou associatives.** Ces activités doivent cependant rester strictement personnelles et ne pas engager Arkopharma de quelque façon que ce soit.
- Toute participation d'un Collaborateur à une activité politique et/ou associative doit se faire individuellement, **durant son temps libre et à ses frais.**
- **Aucun Collaborateur ne peut engager directement ou indirectement Arkopharma dans une activité de soutien à un parti politique ou se prévaloir de son appartenance à Arkopharma dans des activités politiques et/ou associatives.**
- Les ressources financières d'Arkopharma ne peuvent être utilisées pour soutenir, directement ou indirectement, des activités politiques ou associatives, à moins que la Direction Juridique ne l'ait expressément autorisé.



À RETENIR

1. Toute activité de soutien ou de manifestation politique se doit d'être personnelle.
2. Vous devez veiller à ne pas apparaître et/ou agir en tant que représentant d'Arkopharma dans le cadre de vos activités politiques et/ou associatives.

QUESTIONS / RÉPONSES

En vue des prochaines échéances électorales, les principaux partis politiques sollicitent les entreprises privées dans le but de récolter des fonds. Pouvez-vous faire une contribution au nom d'Arkopharma ?

Bien que le financement des partis politiques par des entreprises privées soit autorisé, aucun Collaborateur ne doit effectuer une quelconque contribution au nom d'Arkopharma, sauf accord préalable exprès de la Direction Juridique.

4.2. Activités de bienfaisance, philanthropie d'entreprise et sponsoring

- Arkopharma peut être amenée à prendre part à des activités de bienfaisance, de philanthropie et de sponsoring dans les communautés au sein desquelles elle est active, et encourager ses Collaborateurs à en faire de même.
- **Les dons, contributions de bienfaisance, actions de mécénat et sponsoring au nom d'Arkopharma sont soumis à l'approbation préalable de la Direction Juridique.**
- **Le fait de déguiser l'octroi d'avantages indus en dons de bienfaisance constitue une violation de la législation anti-corruption** voir section «*Lutte contre les paiements illicites, la corruption, et le trafic d'influence*» de cette Charte).



À RETENIR

1. Nous vous encourageons à apporter vos contributions aux actions de bienfaisance soutenues par Arkopharma. Veuillez cependant noter que les dons, contributions de bienfaisance, actions de mécénat et sponsoring faits au nom d'Arkopharma sont soumis à l'autorisation préalable de la Direction Juridique.
2. Apportez une vigilance toute particulière aux dons susceptibles d'enfreindre la réglementation anti-corruption.

QUESTIONS / RÉPONSES

L'un de vos amis, Président d'une association, vous demande si Arkopharma pourrait accueillir leur gala de charité.

Qu'en pensez-vous ?

Seule la Direction Juridique a le pouvoir d'engager Arkopharma dans ce type de projet. Arkopharma soutient de nombreuses activités de bienfaisance, mais il est impératif de s'assurer que le processus d'approbation préalable est respecté.

5.

TRAITEMENT DES PRÉOCCUPATIONS ET DES SUSPICIONS DE VIOLATIONS DE LA CHARTE

5.1. Les Correspondants Conformité

5.2. Les Référénts COMEX

5.3. Le Référént Conformité

5.4. Le Comité de Conformité

5.5. Le traitement des incidents de Conformité

5.1. Les Correspondants Conformité

Dans chaque Pôle ou entité juridique, un **Correspondant Conformité** sera chargé de relayer les principes de la Charte, de répondre aux éventuelles questions des Collaborateurs et d'en référer au Référént Conformité et/ou aux Référénts COMEX.

A ce titre, les principaux éléments de sa mission seront de :

- **relayer et expliquer**, si nécessaire, la Charte et les engagements éthiques Arkopharma auprès des Collaborateurs du Pôle ou de l'entité concernés ;
- **répondre aux interrogations des Collaborateurs dans la mesure du possible** ; et faire part des interrogations, remarques, ou suspicions qui lui auront été adressées en les répercutant auprès des Référénts COMEX ou du Référént Conformité.

La liste des Correspondants Conformité figure en annexe.

5.2. Les Référénts COMEX

Dans chaque Pôle ou entité juridique, un **Référént COMEX** sera chargé de mettre en œuvre les principes éthiques d'Arkopharma au sein du périmètre relevant de sa responsabilité (vous trouverez en annexe la liste des Référénts COMEX).

À la fois facilitateur et animateur, le **Référént COMEX contribue à la prévention du risque éthique** en impulsant des pratiques professionnelles conformes à la présente Charte et aux engagements d'Arkopharma en la matière.

À ce titre, les principaux éléments de la mission du Référént COMEX consistent :

- à **relayer et expliquer**, si nécessaire, la Charte et les engagements éthiques Arkopharma auprès des Collaborateurs placés sous sa responsabilité ;
- à **contrôler la mise en œuvre des principes de la Charte** ;
- à **concevoir ou superviser l'élaboration de documents complémentaires** en collaboration avec la Direction de la Conformité ;
- à **veiller au respect de la présente Charte** dans le cadre de la politique de développement d'Arkopharma ;
- à **piloter des actions** de sensibilisation, de formation et de communication ;
- à **élaborer un rapport annuel de conformité** en collaboration avec le Référént Conformité lequel est transmis au Comité de Conformité ;
- à **répondre aux interrogations des Collaborateurs** et à donner des conseils en matière d'éthique et de conformité ;

- **à enquêter, si besoin**, avec le concours de la Direction de la Conformité, sur toutes les suspicions portées à son attention ;
- **à inventorier les risques éthiques du périmètre concerné.**

La liste des Référents COMEX figure en annexe.

5.3. Le Référent Conformité

Le **Référent Conformité** est chargé :

- **d'enquêter sur toutes les suspicions** portées à son attention ;
- **d'inventorier les risques de conformité au sein des Pôles ou entités juridiques concernés** en liaison avec les Référents COMEX ;
- de **présenter au Comité de Conformité un rapport annuel** inventoriant les risques de conformité identifiés et préconisant les actions correctives de sensibilisation, de formation et de communication à mettre en œuvre ;
- de **proposer au Comité de Conformité des amendements** à la Charte reflétant les évolutions réglementaires en matière de conformité.

L'**ensemble des intervenants** - Correspondants Conformité, Référents COMEX et Référent Conformité - **sont choisis** pour leurs **qualités personnelles** de **rigueur**, d'**honnêteté** et de **discretion**, pour leurs **capacités de médiation**, de **distance à l'événement** et leur **esprit de synthèse**.

Ils sont tenus d'observer la plus stricte discrétion et de s'assurer de la confidentialité des informations dont ils ont connaissance dans l'exercice de leur mission.



5.4. Le Comité de Conformité

L'**adoption de cette Charte a été décidée par la Direction d'Arkopharma**. L'organisation de son déploiement, de son suivi et de son contrôle sont placés sous l'autorité d'un Comité de Conformité rapportant au comité stratégique d'Arkopharma.

Le **Comité de Conformité** (dont vous trouverez en annexe la liste des membres), bénéficie de l'indépendance nécessaire à la réalisation des missions suivantes :

- **identifier les risques de non-conformité** au sein d'Arkopharma et mettre en place des mesures pour les prévenir, les réduire ou les sanctionner ;
- **relayer et expliquer si nécessaire la Charte et les engagements éthiques Arkopharma** auprès des Correspondants Conformité ;
- **superviser et appuyer l'action des Correspondants Conformité** auprès des directions concernées ;
- **établir deux fois par an un rapport** devant être présenté au comité stratégique rappelant les actions mises en œuvre ;
- **formuler des propositions d'adaptation de la Charte** permettant de renforcer la prévention des risques de corruption et plus généralement d'atteintes à l'éthique d'Arkopharma.

5.5. Traitement des incidents de Conformité

En règle générale, la **première démarche d'un Collaborateur face à une question de conformité ou une suspicion de violation des règles et principes de conformité contenus dans cette Charte est d'en faire part à son supérieur hiérarchique**. Si le Collaborateur le préfère, **il peut également contacter son Correspondant Conformité, la Direction Juridique, la Direction de la Conformité, et/ou la Direction des Ressources Humaines**.

Arkopharma s'engage, par ailleurs, à mettre en place une **procédure d'alerte-sécurisée et anonyme** permettant aux Collaborateurs de **signaler une éventuelle violation de la loi** dans les **domaines financiers, comptables et de lutte contre la corruption**. A cet effet une **ligne téléphonique** et une **adresse mail dédiées** seront mises à la disposition des Collaborateurs.

Aucune sanction ne sera appliquée à l'égard du Collaborateur, à condition que celui-ci ait agi de bonne foi, sans intention de nuire, même si les faits faisant l'objet de la suspicion s'avéraient inexacts ou ne donnaient lieu à aucune suite.

6.

PRINCIPALES CONSÉQUENCES DU NON-RESPECT DE LA CHARTE

6.1. Pour les Fournisseurs, Prestataires de services et Clients

6.2. Pour Arkopharma

6.3. Pour les Collaborateurs

6.4. Pour les actionnaires d'Arkopharma

6.1 Pour les Fournisseurs, Prestataires de services et Clients

Les **principales conséquences du non-respect de la Charte** pour les Fournisseurs, Prestataires de services et Clients d'Arkopharma consistent notamment en :

- une efficacité et qualité des produits compromises ;
- un risque sur la santé ;
- un risque environnemental ;
- une augmentation des coûts ;
- une perte de confiance en Arkopharma.

6.2. Pour Arkopharma

En cas de violation de la Charte, Arkopharma s'expose à :

- des poursuites civiles ou pénales, des amendes, des sanctions administratives ;
- un risque d'image et de réputation ;
- une perte commerciale ;
- une perte de confiance dans les relations avec les autorités locales.

6.3. Pour les Collaborateurs

Les Collaborateurs sont tenus de se conformer à la Charte.

Tout Collaborateur qui viole les dispositions de la Charte s'expose à :

- des sanctions civiles, pénales, administratives ;
- un risque de réputation.

6.4. Pour les actionnaires d'Arkopharma

Une violation de la Charte est également préjudiciable pour les actionnaires d'Arkopharma. Ce préjudice consiste notamment en :

- une perte de confiance en Arkopharma ;
- une perte de valeur des investissements ;
- un risque pour leur réputation personnelle.

ANNEXE

RÉFÉRENTS

Comité de Conformité

Pascal AMBROSI

Jacques CHEVALLET

Jean-Jacques ROBERT

Référent Conformité

Régine GOURDIN

Référents COMEX / Directeurs de Pôle

Pôle des Opérations : Dominique COTTEAUX

Pôle France : Thierry DEMEURE

Pôle Marketing Innovation : David FRAPPART

Pôle autres Pays : Yannick GARDETTE

Pôle Espagne : Olivier RICQ

Pôle Finances Administration : Jean-Jacques ROBERT

Correspondant Informatique et Liberté (Laboratoires Arkopharma)

Régine GOURDIN

ANNEXE

CORRESPONDANTS CONFORMITÉ

	Interlocuteurs	Activités couvertes	Répartition Piliers RSE
QUALITÉ (SMQ Ethiquité)	E FRARD et équipe «Ethiquité» : V. AUVARO, L. BORRI, B. BOUMANCHA, K. LATRECH	Compliance / Déploiement Performance Communication Audits France et filiales	Tous selon priorités Tous secteurs
R&D	V CLEMENT NGO	Réglementaire	Gouvernance Loyauté des pratiques Questions relatives aux consommateurs
ADMINIS- TRATION FINANCES	R GOURDIN J-M MONNEAU M AGART	Charte et Juridique Comptabilité Relations sociales	Gouvernance Loyauté des pratiques Relations et conditions de travail Droits de l'Homme Communautés et développement local
MARKETING GLOBAL INNOVATION	N MOUREY	Conception Fournisseurs Clients	Gouvernance Questions relatives aux consommateurs Environnement Loyauté des pratiques Communautés et développement local
OPÉRATIONS	S MASSYN J ESTVILL J-M ESTERLINGOT	Supply chain Production Distribution Partenaires / SE Achats	Gouvernance / Relations et conditions de travail / Environnement / Loyauté des pratiques / Droits de l'Homme Questions relatives aux consommateurs Communautés et développement local
FRANCE	I PERIPHANOS S PICCICELLI	Promotion et Formation externe Commercial Marketing Communication	Gouvernance Loyauté des pratiques Communautés et développement local Questions relatives aux consommateurs
ESPAGNE	E BUENDIA	Distributeurs Filiales	Gouvernance Loyauté des pratiques Questions relatives aux consommateurs
AUTRES PAYS	C PEREIRA P TARDIEU P VERBELEN E VAN MAURICK S MITTWITH	Distributeurs Filiales	Gouvernance Droits de l'Homme Loyauté des pratiques Questions relatives aux consommateurs

La Charte EthiQualité est disponible sur le site
www.arkopharma.com